



EDITO

Pour une eau vivante : exit le béton du PMPOA !

Mis en place en octobre 1993 par Michel Barnier, Ministre de l'Environnement, et Jean Puech, Ministre de l'Agriculture, le Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole, plus connu au travers de son sigle PMPOA, aura nécessité beaucoup de temps et de persuasion pour que les organisations professionnelles agricoles finissent par reconnaître la liaison entre les pratiques agricoles et la dégradation continue de la qualité de l'eau, et qu'elles acceptent d'agir pour y remédier.

Aujourd'hui une bonne partie des élevages est de type hors sol, organisés selon des critères industriels, ils se caractérisent par une production très élevée. Celle-ci est le produit de l'entassement des animaux sur des surfaces réduites dans des hangars chauffés et ventilés et d'un important apport de nourriture dont la majeure partie vient d'ailleurs, d'où l'expression élevage "hors sol". Si la nourriture vient d'ailleurs, et si la production y repart, ce qui reste sur place ce sont les fientes, les lisiers, les bouses et les jus, donc les problèmes. Pour se débarrasser des fumiers, la solution traditionnelle, en vigueur depuis des siècles, a toujours consisté à les répandre sur les sols, aboutissant à leur fertilisation et au recyclage des éléments nutritifs. Avec le "hors sol", devant les volumes considérables à éliminer, les surfaces d'épandage se sont vite révélées trop petites, d'où une saturation des sols entraînant la pollution de l'air et de l'eau, encore aggravée par l'utilisation intensive des engrais.

C'est pour améliorer cette situation que le PMPOA a été lancé, il peut-être résumé de la sorte. Dans un premier temps, seuls les plus gros éleveurs devaient rentrer dans ce dispositif. L'éleveur devait mettre en conformité les bâtiments de son exploitation avec la réglementation des installations classées. Il s'agissait principalement de construire des fosses à lisier étanches, et suffisamment grandes pour pouvoir stocker les déjections animales produites entre deux périodes d'épandage. Les agences de l'eau, l'Etat, les collectivités locales s'engageaient à financer les travaux (à hauteur d'environ 65%), en contrepartie les éleveurs aidés étaient assujettis à la redevance pollution des agences de l'eau. Ils s'engageaient également auprès de l'Etat à modifier leurs pratiques culturales pour réduire les pollutions générées par leur activité. Voilà pour la théorie, mais sur le terrain quels sont les résultats ?

• Le premier constat est facile à faire, aucune réduction de la pollution n'est observée, c'est la tendance inverse qui se manifeste.

Le bricolage qui consiste, entre deux campagnes de mesures, à faire sortir des statistiques les captages les plus pollués, n'abuse plus personne.

• La dégradation continue de la qualité de l'eau résulte du laxisme du PMPOA, et de l'augmentation sans limite du cheptel. De plus stocker des déjections dans des fosses étanches pour ensuite déverser leur contenu sur les sols cultivés, ne sert à rien si les volumes à épandre sont considérables, et si les sols sont de véritables passoires.

• Certes les éleveurs s'engagent à modifier leurs pratiques culturales, mais aucun contrôle n'est organisé par l'Etat qui, de toute manière, régularise les situations d'infraction par accroissement des effectifs sans autorisation. Par contre, pour le financement des bâtiments, la mécanique est bien huilée.

• Le deuxième constat est surprenant, il résulte de l'engouement de nombreux éleveurs pour le PMPOA, donc pour la lutte contre la pollution. Le coût initial de ce programme était de 5 milliards de francs, mais il augmente dangereusement. Les dernières estimations faites par la Mission d'Evaluation du PMPOA se chiffrent à 20 milliards, soit un coût pour les finances publiques d'environ 13 milliards de francs, dont 6,9 pour les agences de l'eau.

• Dans le bassin Loire Bretagne, là où sont concentrés 50% des élevages du pays, l'agence de l'eau devrait apporter au total 3,5 milliards de francs. Pour le VIIème programme, de 1997 à 2001, le montant des aides prévues était de 685 millions de francs. Une première révision devait porter cette somme à 1,185 milliards, mais cela a été jugé insuffisant par les organisations professionnelles majoritaires, qui investissent les locaux de l'agence et réclament sans complexe et au nom de l'équité entre les éleveurs qui ont déjà bénéficié du PMPOA et ceux qui y aspirent, environ 300 millions de francs de plus, pour l'instant !

• Et tout cela pour lutter contre la pollution, il reste à le croire ! Surtout quand on apprend que certains travaux coûteux, qui tirent le PMPOA vers le haut, consistent à édifier des hangars sur les aires d'exercice des étables ce qui permet d'obtenir avec 55 vaches, une production en lait identique à celle obtenue avec 70. Les animaux n'ayant plus à lutter contre le froid en hiver, seraient plus productifs, il en serait de même pour la production de viande !

Le PMPOA illustre bien le principe pollueur-non payeur subventionné. En effet les redevances des éleveurs devraient représenter 2% du VIIème programme en Loire Bretagne, alors que le montant des aides serait de 19%, principalement apportées par les consommateurs d'eau. Les agences de l'eau, des vaches à lait ? Exit le béton du PMPOA !

Bernard ROUSSEAU

Président de France Nature Environnement

Responsable du réseau eau

SOMMAIRE

P-2- DOSSIER

Les réalités du
développement durable

P-10- ACTUALITÉ

Trézence, un barrage reconnu
d'inutilité publique

P-13- POINT DE VUE

Agence de l'eau : 30 ans après,
un bilan nuancé qui justifie
des évolutions



Selon le COMITE 21, " c'est en 1992, dans le cadre du Sommet de la Terre à Rio, que 150 Etats s'engagent dans la voie du développement durable avec l'adoption pour le 21ème siècle, de l'Agenda 21. En définissant les principes d'une politique de développement économiquement viable, écologiquement durable, socialement équitable, l'Agenda 21 fixe le canevas d'une intégration des exigences environnementales au sein des politiques publiques et privées de développement. "

Bien qu'accueillie avec un certain scepticisme par les purs et les durs du développement économique tous azimuts, la notion de développement durable devient "class", à tel point qu'aujourd'hui il est du dernier chic de s'y référer. Mais **organiser le développement de nos sociétés, en introduisant dans les décisions et les actes la contrainte écologique et le socialement équitable, contrarie singulièrement les règles habituelles du développement économique.** Celles-ci, fruits du biologique et de l'histoire, révèlent les comportements instinctifs qui poussent les individus à s'approprier immédiatement les ressources et les richesses de la planète. Ce comportement exacerbé par la compétition entre les hommes et les groupes sociaux, construit, en grande partie, l'état d'esprit dans lequel se développe la société de consommation. Dès lors, et pour chacun d'entre nous, se pose le dilemme suivant : pourquoi ne pas s'approprier immédiatement le monde, puisque celui qui n'a pas de scrupule, peut le faire, va le faire. Mais répondre positivement à cette question pourrait être catastrophique, il vaudrait mieux se demander comment résister, tout en sachant que nous ne sommes pas éternels, et que pour nous tous, l'avenir est par définition incertain. La réponse est bien sûr culturelle. **La réussite dépendra de notre capacité à forger des valeurs nouvelles, à populariser les idées qui accompagnent le développement durable, à les faire diffuser dans les différentes strates de la société en évitant de créer des mécanismes de rejet.**

Pour une telle aventure il faut des pionniers, ayant le goût du risque, initiateurs de l'entreprise nouvelle. Essayer de prévoir les conséquences de ses actes sur ses propres concitoyens, sur l'environnement et pour les générations futures, canaliser ses désirs, infléchir ses décisions au détriment des bénéfices immédiats que l'on pourrait tirer, requiert une sacrée dose d'abnégation et une volonté à l'épreuve de toutes les facilités de la société industrielle actuelle. Partir sur la voie du développement durable, c'est en fin de compte rentrer en conflit avec les pseudo règles de l'économie, c'est accepter de connaître honnêtement la contrainte écologique, c'est prendre en compte les effets cumulés dans l'espace et dans le temps des actions que l'on conduit, c'est construire des solutions où la part de l'environnement est traitée avec la même exigence que l'économie et le social, c'est être solidaire avec les générations futures, donc avec la vie. **Agir avec l'exigence du développement durable, c'est apprendre à gérer le monde d'une manière différente,**

et en prenant en compte un nombre de critères bien plus grand que celui qui provient de la bagarre de rue, même si celle-ci est planétaire.



Traitement phytosanitaire dans un verger.

Tous les acteurs du développement qui se sont engagés dans cette voie savent bien toute la difficulté que recouvre cet exercice. Mais pour ceux qui ne s'y sont pas engagés, ou qui s'en moquent, ou qui souhaitent engranger le plus longtemps possible les dividendes des politiques précédentes, mais qui sentent bien qu'ils ne peuvent plus rester passifs devant l'opinion publique, vient le temps de l'habileté suprême. C'est alors que l'on voit se mettre en place la stratégie du moindre mal, qui consiste à parler joliment du développement durable plutôt qu'à travailler avec créativité à sa mise en oeuvre. Dès lors tout se passe au niveau du discours qui, après avoir été mis en forme par la machine publicitaire, est amplifié par les médias, donnant ainsi de la consistance à des actions plutôt modestes.

Les systèmes enherbés : des opérations de façade ?

Tel grand groupe de la chimie, qui produit et vend des engrais azotés, se lance dans un programme de **création de bandes végétalisées** le long des rives des cours d'eau dans le but de réduire les transferts de fertilisants et de phytosanitaires des sols cultivés vers l'eau des rivières. **Cela pourrait permettre de réduire les pollutions,** mais à condition que le système soit généralisé sur toutes les rivières et leurs chevelus, et que parallèlement ces dispositifs ne conduisent pas à une augmentation des quantités de produits chimiques utilisés. D'autres actions sont conduites dans l'esprit du développement durable, comme la mise à la disposition des agriculteurs de **logiciels de fertilisation raisonnée** pour mettre la bonne quantité d'engrais au bon moment. En faisant cela, le groupe industriel en question est censé lutter aussi contre le gaspillage, beau geste désintéressé au service du développement durable, s'inscrivant contre les intérêts financiers de la firme, ce qui en première approche, est toujours écologiquement porteur!

Ce genre d'opération, bien que présentant un intérêt certain, ne doit pas masquer la réalité, et la réalité aujourd'hui **c'est la contamination des eaux par les produits azotés et les phytosanitaires,** qui proviennent majoritairement de l'agriculture, dont les **consommations ont augmenté respectivement de 4 et 6% par an ces dernières années.** Ceci représente de grands bénéfices pour l'industrie chimique, qui les produit et les vend. Dans ce contexte, on est en présence d'une fausse politique de développement durable, où chacun prêche pour sa paroisse, grande ou petite,

Comité 21

Créé en 1995 par la fusion du Comité français pour l'Environnement, de la Fondation européenne pour l'Environnement et de l'Entente européenne pour l'Environnement, le Comité 21 assure le suivi et l'application en France de l'Agenda 21.

Il réunit l'ensemble des acteurs de la société à savoir les collectivités territoriales, les entreprises, les associations, les institutions et les organismes de recherche concernés par le développement durable et leur apporte une aide pour la mise en oeuvre de ce concept et un appui pour valoriser leurs initiatives.

et où les bandes végétalisées ne forment qu'une minuscule vitrine à l'efficacité locale relative dans le contexte de l'agriculture productiviste actuelle. Aujourd'hui celles-ci constituent un sujet de recherche intéressant, mais qui ne remet rien en cause pour l'instant. Il ne faudrait pas, pour conjuguer les contraires, qu'elles servent d'alibi à de mauvaises politiques!

Les produits phytosanitaires.

Quand produire, vendre et gaspiller riment avec polluer.

Pour les phytosanitaires, dont moins de 1% des quantités utilisées atteignent leur cible, et dont 99% contaminent l'environnement, une démarche en faveur du développement durable pourrait consister à optimiser les techniques d'application. Ceci est impossible avec les pulvérisateurs actuels qui, même bien réglés, traitent aussi bien le chat de la voisine que la lessive qui sèche ! En supposant que des techniques nouvelles permettent de bien viser la cible, en ajustant le traitement à la plante ou au parasite, tout en excluant le proche environnement, les apports pourraient être réduits : pourquoi pas de 80% ! Il resterait dans ce cas encore 20 fois plus que ce qui est nécessaire au traitement des plantes. Seul problème, en France, 2ème consommateur mondial de produits phytosanitaires, dans un délai relativement court, l'industrie chimique verrait ses ventes passer de 110000 tonnes par an (chiffre 1997) à 22000 tonnes, ce qui est inacceptable pour cette industrie, dont les ventes progressent régulièrement. Inutile de compter sur elle pour organiser ce type de développement durable. Peut-être les fabricants de pulvérisateurs pourraient-ils s'y investir ? Ils le font, ils le font, répond la rumeur, à moins que leurs intérêts ne soient gouvernés par ceux de l'industrie chimique.

À l'image des usages intensifs de l'agriculture, voici venu le temps de la banalisation de l'utilisation des produits phytosanitaires dans tous les secteurs de la vie courante. Il est tellement simple de mettre un coup de pulvérisateur sur le bord des routes, sur les trottoirs et les parkings des villes, sur les terrasses des immeubles, et dans le moindre village de la France profonde, qu'il faudrait être bien arriéré pour s'en priver. Et tout le monde en profite, d'une manière ou d'une autre. Pulvérisé en un fin brouillard, une bonne partie des aérosols diffuse directement dans l'atmosphère et, entraînée par la vapeur d'eau, une partie de la fraction déposée sur le sol retourne dans les airs. Le reste se décompose sur place pour parfois donner des produits plus toxiques, ou est emporté par la pluie dans les rivières et les nappes, ou encore exporté par les récoltes. Nous en respirons, buvons, mangeons, mais cela est certainement secondaire par rapport aux immenses avantages que la civilisation en marche va en tirer, et surtout qu'ils vont en tirer, les producteurs de la chimie, dont les molécules gambadent en toute liberté dans le monde, et que l'on retrouve jusqu'au sommet des montagnes et dans les calottes glacières !

Les limites de l'expérimentation.

On imagine une armée de VRP venant faire l'article dans les services techniques des villes, dans les coopératives agricoles, dans les élevages hors sol et en sous sol, vantant les mérites de la dernière molécule à la mode, bien plus performante que celle des concurrents. Dans les médias il se trouvera bien une sommité universitaire, neutre et intellectuellement indépendante comme il se doit, (mais qui le croira aux vues du parcours professionnel et industriel de ce "rassureur" public ?), qui du haut de sa chaire viendra nous expliquer tous les bienfaits de la chimie organique, des OGM (1) et de la science dont la conscience apparaît trop souvent, banalement, sonnante et trébuchante.

Toutefois dans les périodes de tension, faites de bouffe "imbuiffable" à la dioxine, de charognes transformées en farines, de vaches qui bêlent, de pesticides dans l'eau du robinet, il se trouvera bien peu de candidats pour porter le flambeau de la défense de cette science là. A bien y regarder, se forge cette sensation que le monde est devenu une immense éprouvette, où le vivant, et les hommes, sont sujets d'expérimentation permanente, y compris les expérimentateurs eux-mêmes. Bien que cette chose ne soit pas nouvelle, puisque la vie expérimente depuis plusieurs milliards d'années, avec pour résultats visibles l'évolution des espèces et l'émergence de la capacité à penser le monde, **il n'y a aucune raison pour que nous acceptions toutes les dérives de la pensée unique, y compris celle à finalité commerciale qui conduit à diffuser dans notre environnement et à faible dose des produits dangereux.**

Les pesticides, attention danger !

Et ils sont dangereux, puisque selon le bulletin de l'Union des Industries de la Protection des Plantes, quand on manipule ces produits, il est indispensable de s'habiller de pied en cape avec des bottes, une combinaison étanche, des gants et un masque respiratoire ! Si nous devons appliquer ces règles élémentaires de protection à ceux qui ne sont pas la cible de ces molécules baladeuses, il faudrait alors équiper de bottes toutes les espèces "dites utiles" qui forment la biodiversité. Ainsi, tel scarabée protégé, à lui seul grand détourneur d'autoroute, devrait être lui aussi déguisé avec masque respiratoire, cape et bottes. En appliquant cette puissante idée aux mille-pattes, on voit les

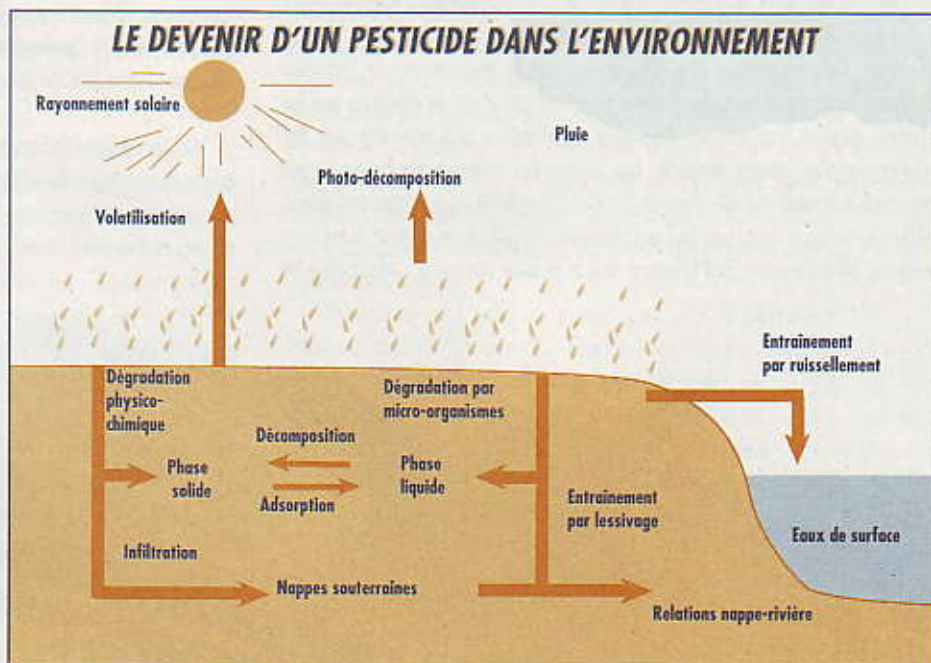


Figure 1 - Source : L'Environnement en France, IFEN, 1999

L'Union des Industries de la Protection des Plantes est un syndicat professionnel créé en 1918, dont la mission est de représenter les industriels de la protection des plantes (29 adhérents soit 96% du marché français). L'UIPP centralise également des informations dans les domaines technique, juridique et économique.

profits que pourraient en tirer tout à la fois l'industrie horlogère Suisse et les trusts de la chimie : mille pattes, mille petites bottes de caoutchouc multipliées par des milliards et des milliards... etc de bestioles, un rêve industriel !

Il serait plus que souhaitable que les molécules tueuses ne soient pas laissées en liberté à l'appréciation quasi exclusive de ceux qui les produisent et qui en tirent des bénéfices financiers, ou de ceux qui les utilisent.

De la responsabilité de l'État.

Il revient donc à l'État, donc à l'échelon politique, de déterminer quelles sont les **concentrations admissibles dans le milieu naturel**, de fixer les règles d'utilisation et de les faire respecter. Ceci suppose que l'on ne prenne pas seulement en compte des doses de produit, mais aussi que l'on observe les **effets globaux et cumulés des pratiques individuelles sur les milieux et l'environnement humain**. L'effet des pratiques collectives doit être apprécié, pour que les pratiques individuelles soient encadrées et contraintes si l'on veut éviter les dérives que l'on observe sur des problématiques proches, zones d'excédents structurels (ZES) pour l'épandage des lisiers par exemple.

Toutes contraintes supposant l'existence de services de police de l'environnement, correctement outillés, dotés de personnel, et pouvant exercer leurs missions de contrôle hors des contradictions habituelles le plus souvent liées à la puissance du secteur économique et qu'il faut rééquilibrer. Ceci suppose également des services de recherches indépendants, dotés de moyens financiers et techniques apportés par l'État et venant en soutien aux services de police de l'environnement.

Peut-on faire confiance aux industriels de la chimie ?

Dans le domaine de la chimie, et de son application aux grandes surfaces du territoire, une expression réelle du développement durable serait de réduire la contamination de notre environnement et bien sûr, de nos aliments. Cela ne pourra être obtenu que par la mobilisation de l'opinion publique venant dénoncer les fausses solutions qui n'ont de durables que les slogans qu'elles transportent. Dénoncer est d'autant plus salutaire que des multinationales comme Novartis, qui pèsent des milliards de francs et qui bricolent à grande échelle dans la chimie et les OGM, organisent des diners débats avec les protecteurs de l'environnement, où l'on se dit tout, c'est bien évident, où au travers de l'échange tout le monde est censé comprendre les

problèmes de tout le monde, et où devrait se former l'alchimie magique de la mise en oeuvre du développement durable revisité par Wall Street et la mondialisation. Mais il se murmure, que des diners plein de convivialité comme ceux-là, des "diners de cons" en quelque sorte, sont l'occasion pour des communicants subtils, des sociologues effacés, des managers avertis, de s'emparer de la substantifique moelle du discours des militants écologistes et associatifs, pour le transformer en propositions élégantes et d'allure racée, à finalité médiatique. Accessibles à tous, et en particulier à ceux qui les ont émis, ces idées policées seraient censées rendre sympathiques les groupes industriels qui les dispensent, la finalité étant de neutraliser toute critique. Pour un protecteur de la nature et de l'environnement, se faire reprendre son propre discours même remis en forme, pourquoi pas ? Il pourrait en être fier. Mais pour qu'il puisse l'accepter, il faudrait que la démarche de l'entreprise soit sincère et durable et s'inscrive dans un effort de recherche pour de nouvelles finalités industrielles dans un souci d'intégration sociale et tenant compte des contraintes environnementales présentes et à venir.

L'extraction des granulats.

Un développement rentable à défaut d'être durable.

Quand le bâtiment va, tout va dans les affaires ! Ce proverbe, souvent mobilisé dans les périodes de reconstruction du pays, nous rappelle que pour édifier des villes il fallait bien trouver des matériaux, ne serait-ce que pour poser la première pierre. Dans un passé récent et sous nos latitudes, la pierre, extraite et taillée sur place, constituait le principal matériau de construction. Les vestiges des lieux d'extraction sont encore utilisés, pour y faire pousser des champignons et mieux encore pour y faire bonifier le vin, ce qui pour bon nombre de nos concitoyens est plutôt sympathique, et constitue un exemple de réhabilitation écologique, à fort impact œnologique ! Aujourd'hui une grande diversité de matériaux est utilisée pour alimenter les différentes actions d'aménagement du territoire allant de la construction d'immeubles à la réalisation de maisons individuelles en passant par l'édification des zones industrielles et l'alignement de kilomètres d'autoroutes. Ce développement mobilise les matériaux les plus divers, comme les sables, les graviers, les roches concassées, l'acier, le verre, l'argile pour les briques, les matériaux composites, le bois etc. Toutefois certains matériaux de base sont plus prisés que d'autres, et sont utilisés en plus grande quantité, permettant des mises en oeuvre audacieuses à faible incidence financière sur le coût final des réalisations.

Les matériaux de construction utilisés dans des opérations de génie civil, ou de construction de bâtiments, sont de natures et d'origines diverses. Ils peuvent être extraits dans les cours d'eau, ou dans leurs lits majeurs (donc en milieu humide), dans des terrasses alluviales perchées (milieux secs),



EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE GRANULATS EN FRANCE DE 1990 À 1996

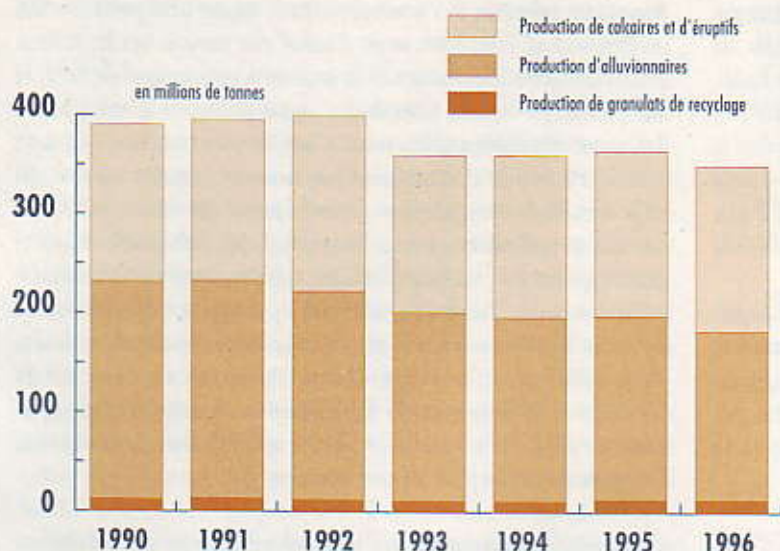


Figure 2 : dans un rapport de 1991, F. Barthélemy, ingénieur général des Ponts-et-Chaussées, préconisait une diminution des extractions d'alluvionnaires de 2 % par an durant dix ans afin de réduire à un tiers la part de ces matériaux dans la production totale. Dans ce graphique, on voit qu'il n'en est rien puisque la part des alluvionnaires dans la production totale est toujours de l'ordre de 50 %. La diminution globale de la production observée entre 1993 et 1996 est principalement liée à une baisse de l'activité économique et non à des changements de pratiques. Source : Union nationale des producteurs de granulats, in L'Environnement, IFEN, 1999.

dans la roche massive qu'il faudra concasser ou dans des bassins sédimentaires où les matériaux convoités pourront être mélangés à des matériaux considérés comme étant de faible utilité.

Les différents lieux de prélèvement, des avantages économiques et techniques...

En règle générale, et selon que l'on prélève en lit majeur, en terrasse ou en massique, les matériaux obtenus n'auront pas la même qualité, et les difficultés d'extraction pourront être très différentes.

En rivière ou en lit majeur, les granulats obtenus, principalement formés par des silex, seront de très bonne qualité. Le jard, les graviers, les gravillons, le sable seront obtenus par prélèvement direct, il faudra seulement les trier et à peine les laver, opération facilitée par la présence de l'eau. Ces matériaux, roulés, lavés, triés au cours des époques géologiques, seront faciles à prélever, leur extraction s'apparentera à une opération de "cueillette", et présentera une forte attractivité pour les carriers.

Ceci explique également que dans les bassins sédimentaires ces granulats aient toujours été préférés aux autres matériaux, afin de fabriquer des bétons hydrauliques de très bonnes caractéristiques mécaniques.

Dans les terrasses alluviales perchées, des matériaux de bonne qualité peuvent être trouvés, mais ils risquent d'être mélangés à de l'argile par exemple, ou à d'autres matériaux indésirables, et dans ce cas l'opération de nettoyage entraînera un surcoût pour la production.

L'extraction en roche massive se pratique là où il n'y a pas de matériaux alluvionnaires, ou pour satisfaire des besoins spécifiques comme l'approvisionnement en roches calcaires. Des blocs de roche seront découpés à l'explosif, pour ensuite être broyés, puis triés. Dans certains cas, comme l'extraction de roche plus ou moins massive en bassin sédimentaire, il faudra laver les matériaux obtenus, avec tous les inconvénients que cette opération représente. Là aussi les extracteurs feront du massique quand ils ne pourront pas faire autrement.

Toutefois, avec les moyens de communication, routes et autoroutes, l'utilisation de matériaux venant de plus loin peut, en un lieu donné, devenir concurrentiel. C'est ce que l'on note aujourd'hui en **Ile-de-France** où, après avoir épuisé les ressources alluvionnaires de la Seine et de ses affluents, **au rythme de 80 à 100 000 tonnes de matériaux consommés par jour**, les carriers se tournent vers les régions limitrophes, et à partir de la voie d'eau, du train et surtout d'un ballet impressionnant de camions, s'approvisionnent en matériaux extraits parfois à plusieurs centaines de kilomètres de la capitale. Devant l'épuisement des matériaux en un lieu, l'augmentation du coût de transport n'est pas un élément aussi pénalisant que cela, et pourtant c'est toujours cet argument qui est présenté par la profession quand, pour une raison ou une autre, la protection d'une zone alluviale ou d'un site est recherchée. Des matériaux proviennent également des pays étrangers et ce, à des coûts très compétitifs, on peut là aussi conclure en disant que **l'argument économique du prix du transport, venant s'opposer à des règles de protection de l'environnement, est de moins en moins crédible.**

... aux inconvénients écologiques et environnementaux.

En rivière.

L'extraction dans le lit même des rivières ne devrait plus exister. Toutefois il subsiste des lieux d'extraction, et il est même possible que des autorisations soient encore accordées. Il faudrait probablement pouvoir réaliser une enquête au niveau national sur un tel sujet. Indépendamment de cela, les inconvénients environnementaux liés à l'extraction dans le lit des rivières sont bien connus. **Impact négatif très fort sur la faune et la flore** dès lors que de nombreuses exploitations ponctuent le lit de la rivière. **Abaissement du lit des fleuves et modification du profil d'équilibre**, d'où des phénomènes d'érosion et de transport solide aggravés.

Sur la Loire par exemple, l'abaissement du fond du lit en trente ans d'extraction se situe entre 1 et 3 mètres. Cela a eu pour conséquence de miner les ponts, (chute du pont de Tours), mais aussi, en encaissant le lit mineur mouillé, de conduire à la végétalisation des parties non abaissées du lit mineur endigué, celles-ci n'étant que très rarement recouvertes par les crues. Cette végétation qui se développe dans le lit aurait pour conséquence d'aggraver les fortes crues en rehaussant leur niveau. En réduisant l'épaisseur des sables protecteurs, à l'interface desquels se développe tout un système biologique épurateur de l'eau qui s'infiltre, **ces extractions vont également interférer avec la qualité des eaux qui pénètrent dans le sous-sol et vers les nappes alluviales**, et qui peuvent être captées pour faire de l'eau potable par exemple.

Pour toutes ces raisons, et bien d'autres, les pouvoirs publics, avec beaucoup de difficultés devant la résistance des carriers, ont réussi à faire sortir dans la majorité des cas, ces exploitations du lit des rivières. Mais celles-ci se sont souvent déplacées de quelques dizaines ou centaines de mètres seulement, pour s'installer dans le lit majeur des fleuves. Le lit majeur, c'est toujours le lit du fleuve, et l'eau le recouvre seulement de manière exceptionnelle, mais dans le gravier du sol, elle est présente. **Ainsi dans les zones alluviales de la Loire**, l'ingénieur général des ponts et chaussées, JL Dambre, estime qu'environ **10 milliards de mètres cubes d'eau sont stockés dans les sables et les graviers**. Si le fond de la rivière est abaissé par des extractions de granulats, ou pour toute autre raison, ce volume va se réduire, et ce sont les

échanges entre l'eau du fleuve qui coule rapidement, et l'eau de la nappe alluviale qui coule bien plus lentement qui seront modifiés. Par exemple, au cours des hautes eaux d'hiver, la nappe alluviale sera alimentée par le fleuve, elle montera et stockera de l'eau et à l'inverse en été quand la rivière sera basse, l'eau fraîche de la nappe alluviale viendra l'alimenter. L'échange entre la rivière et sa nappe alluviale rythme le fonctionnement de ce système et toute intervention de grande envergure à un niveau ou à un autre aura le plus souvent des répercussions négatives sur la quantité d'eau naturellement stockée, et sur sa qualité.

Extraire des graviers est une opération relativement simple. Comprendre comment fonctionne l'écosystème aquatique dans ses multiples relations, construites au cours des époques géologiques, est un exercice d'une autre ampleur. Prévoir les conséquences des actions menées au cours du temps est particulièrement difficile et ne peut s'accommoder de petites études conjoncturelles !

Depuis 1994, l'extraction dans le lit vif des rivières est interdite. Cependant, des opérations de dragage "dûment justifiées" sont possibles notamment pour l'entretien des chenaux navigables, des estuaires, ou des torrents de montagne. Ces entretiens peuvent s'apparenter à des extractions car les matériaux extraits sont le plus souvent commercialisés alors qu'ils devraient être systématiquement restitués au cours d'eau afin de respecter son équilibre naturel.

Dans le lit majeur ou en zones alluviales.

L'extraction se fera à partir de la terre ferme dont la partie superficielle sera éliminée. Une excavation sera créée qui mettra à l'air libre l'eau de la nappe alluviale. Des plans d'eau de surface variable, et épousant le contour des propriétés acquises par l'exploitant, vont au cours du temps s'installer durablement. Actuellement en certains lieux, et après cinquante ans d'exploitation sans contraintes, il ne reste plus rien des zones alluviales. Ce qui reste, ce sont des surfaces importantes d'eau stagnante de mauvaise qualité, facilement repérables, lors de voyages en avion au mois d'août au voisinage des villes, aussi bien par leurs formes géométriques que par la couleur verte éclatante de leurs eaux eutrophisées. Bien que cela soit interdit certains de ces plans d'eau sont rebouchés avec des matériaux de toute nature, démolition et déchets, ce qui renvoie une fois de plus au sérieux et à l'efficacité du système de police des eaux. Dans ces conditions, la nappe alluviale se retrouvera à l'air, elle sera bien plus vulnérable, la température de ses eaux augmentera. Avec l'eutrophisation les fonds des plans d'eau se

trouveront colmatés et l'écoulement de la nappe sera perturbé. Tous ces inconvénients écologiques seront d'autant plus marqués que les surfaces exploitées seront importantes. Et là on touche au problème de fond, la multiplication au cours du temps des surfaces exploitées, et la **colonisation des zones alluviales par les trous d'eau**. Ce qui est en cause, c'est notre aptitude à prévoir les conséquences à long terme sur la qualité des eaux des effets cumulés de ces exploitations, et ceci d'autant que chaque exploitation nouvelle est seulement soumise à une étude d'impact ponctuelle, donc non globale, qui n'a pas pour but de faire une prévision cumulée et évolutive des actions entreprises. D'étude ponctuelle en étude ponctuelle, on peut facilement arriver au bout de trente ans à détruire complètement les ressources en eau d'une vallée alluviale. **Qui a démontré, après un demi siècle d'extraction intensive que la généralisation de cette pratique était neutre, néfaste ou positive, et en quoi ? Que ce soit pour l'environnement ou pour les autres usages ?**

En conclusion, on constate que bon nombre des études qui sont réalisées sont souvent orientées, les bonnes questions au demeurant très complexes ne sont pas souvent examinées, et le critère qui est le plus souvent retenu pour dire que les plans d'eau améliorent la nature est la présence d'oiseaux d'eau. Des études, et une collaboration entre les carriers et certaines associations qui s'occupent d'oiseaux existent, mais les conclusions tirées ne sont que partielles et la présence d'oiseaux, fussent-ils rares, ne peut être utilisée pour affirmer que ces extractions sont bénéfiques pour l'environnement. Seules des recherches pluridisciplinaires et dégagées de la tutelle financière de ceux qui ont un intérêt direct, pourraient conduire à des jugements scientifiques plus crédibles que les professions de foi qui fleurissent dans de coûteuses plaquettes en papier glacé, ou dans des livres aux photos magnifiques mais déconnectées de la réalité visuelle de chacun. Ces livres, offerts avec gracieuseté aux militants en fin d'année, ces petits cadeaux, quelle faute de goût !

Une bonne appréciation de l'impact global de ces extractions en lit majeur ne pourra être obtenue qu'à partir d'une analyse multi-échelles, multi-paramètres, et intégrant l'évolution de l'utilisation des milieux en fonction du temps. L'extraction dans les zones alluviales des fleuves étant en interactivité forte avec la ressource en eau, il convient d'en décourager la pratique si l'on veut que notre gestion de l'eau se place dans le cadre d'une politique de développement durable. À continuer comme nous le faisons aujourd'hui, c'est la gestion durable d'un nombre croissant de trous, en relation avec les ressources en eau, que les générations actuelles lèguent aux générations futures.

En arrière plan, on peut observer trois plans d'eau successifs issus de l'extraction du sable alluvial. Ces plans d'eau ont en fait mis à jour la nappe d'accompagnement de la rivière qui n'est malheureusement plus protégée par le pouvoir épurateur du sol.



Dans les roches massives.

En règle générale, l'extraction est peu interactive avec l'eau. Eventuellement des problèmes de ruissellement peuvent se manifester au moment des pluies, mais l'impact, si cela est nécessaire, peut être réduit. Les inconvénients environnementaux sont d'une autre nature. **Destruction de milieux naturels rares, d'espèces protégées et de paysages, production de bruit et de poussière, mais aussi parfois interaction forte avec des eaux de nappes.** En règle générale, malgré ces nuisances, les impacts seront moins marqués que dans les zones alluviales dont la surface est bien plus faible que la surface du restant du territoire. Il faut favoriser l'utilisation des matériaux qui ne proviennent pas des zones alluviales. Pour cela, **il faut développer l'utilisation des matériaux de substitution**, ce qui conduit à lancer des recherches de nature technique pour les mettre en oeuvre. Trop souvent par esprit de facilité, de nombreux matériaux sont laissés de côté ou sont utilisés pour reboucher les excavations produites. L'enjeu aujourd'hui est donc technologique. Il s'agit de passer d'une technique de prélèvement, on pourrait dire de l'ère de la cueillette déjà signalée, à l'ère du développement durable qui, prenant en compte les inconvénients d'une pratique, organise sa recherche pour apporter au cours du temps des réponses plus satisfaisantes. Et aujourd'hui nous pouvons déjà noter que **les réponses apportées en matière de réutilisation des matériaux de démolition ne sont pas satisfaisantes.** Là aussi il faudrait faire bien plus, la taxation devrait être un moyen pour moduler les comportements, favoriser ou défavoriser les lieux d'extraction et l'utilisation de certains matériaux.

La réhabilitation des gravières : à défaut d'un développement durable, un bilan présentable.

Les exploitants de granulats sont bien conscients que la multiplication des excavations et l'augmentation de leurs surfaces dans les zones alluviales est problématique. Mais pour des raisons économiques liées à la facilité d'extraction, à la grande qualité des matériaux, au fait que toutes les infrastructures de transformation sont déjà installées, que les circuits de transports sont opérationnels depuis très longtemps, que ce soit la voie d'eau, la route ou le rail, **la profession s'accroche avec vivacité à l'extraction dans les zones alluviales des fleuves.** Cette puissante volonté transparaît au travers des opérations de réserves foncières menées tambour battant dans les vallées alluviales proches des grands centres urbains comme Paris. **Les zones alluviales des fleuves comme la Seine pour ce qui en reste, et la Loire, sont toujours convoitées, mais aussi celles de rivières plus modestes, comme l'Eure ou le Cher,** qui se retrouvent perforées et chamboulées de fond en comble. Les conditions d'établissement du contrat de Plan inter régional du grand bassin Parisien consacré à l'élaboration du "Schéma d'Approvisionnement en Matériaux de Construction de l'Ile-de-France" sont édifiantes, et ont conduit le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, ainsi que France Nature Environnement, ultra minoritaires dans ces instances de concertation à demander et à obtenir du Préfet coordinateur que leurs positions respectives soient annexées au document officiel. Ceci en dit long sur le climat de convivialité qui pouvait régner lors des différentes réunions qui se déroulaient dans les locaux de l'Union Nationale des Producteurs de Granulats. Ainsi, la profession "s'accroche" aux gravières des fleuves, tant qu'il en existe, et pour ne pas lâcher la proie pour l'ombre, par définition incertaine, des matériaux de recyclage et de substitution, choisit de communiquer positivement en faisant l'apologie du "savoir bien travailler" dans le lit majeur des fleuves.

COMPARAISON DU TAUX DE RECYCLAGE DANS TROIS PAYS EUROPÉENS

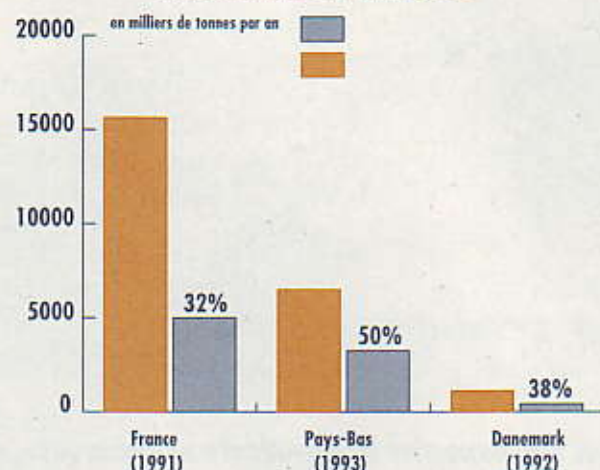


Figure 3 : la France a un important retard par rapport aux autres pays européens dans la réutilisation des matériaux de démolition, alors que ces volumes de matériaux sont importants et pourraient permettre le développement de filières de recyclage.
Source : ADEME et FNB pour la France, Renan A/S pour le Danemark, Groupe d'enregistrement des déchets WA pour les Pays-Bas - in L'Environnement en France, IFEN, 1999.

À grand renfort de publicités dans les presses régionales, "le savoir bien travailler" se résume le plus souvent à des opérations de réhabilitation des anciennes carrières pour les rendre présentables, voire plus esthétiques, afin de désamorcer les critiques et les actions d'opposition qui se manifestent de plus en plus souvent quand un nouveau projet s'annonce. Mais un trou d'eau pourrie dans une zone alluviale reste un trou d'eau pourrie, d'autant que la qualité générale de l'eau se réduit sous les coups de boutoir de l'inconscience collective et des intérêts particuliers à court terme, même parés de bottes de caoutchouc !

La réhabilitation la plus courante des anciennes gravières va consister en un traitement paysager qui sera d'autant plus facile à réaliser qu'il aura été prévu dès l'origine, avec des hauts fonds sur les bordures, favorables à la fraie des poissons et à la constitution de roselières propices à la reproduction et à l'hivernage des oiseaux. **Certains milieux pourront devenir biologiquement très riches,** et il pourra être tout à la fois très agréable de venir taquiner la carpe et le gardon, et très pédagogique de venir observer les oiseaux. Certaines réalisations sont de belles réussites qui permettent des communications positives mais qui ne doivent pas masquer là non plus la réalité. Et la réalité est que **ces opérations ne concernent qu'un nombre infime des lieux à réhabiliter.** Et même si la quasi totalité des trous d'eau de toutes surfaces et de toutes géométries était renaturée, cela ne résoudrait pas le problème des impacts multiples directs et indirects cumulés au cours du temps, sur la qualité de l'eau et des cours d'eau. Dans quel état serait une rivière dont la majeure partie de la zone alluviale aurait été supprimée par l'extraction des granulats et dont la nappe serait mise à l'air libre aboutissant à la formation de longs plans d'eau plus ou moins stagnants ? Ou encore dont les graviers et sables filtrant auraient été remplacés par des matériaux de démolition et des déchets plus ou moins polluants ? Autour de tels milieux, tellement transformés, comment dans l'avenir les différents usages pourront-ils trouver satisfaction ? Alimentation en eau potable en premier lieu, mais aussi toutes les autres activités humaines qui se développent dans les vallées autour des rivières, économiques, touristiques, ludiques, naturalistes. La perturbation indirecte de la qualité de l'eau par la multiplication des gravières pourrait devenir préoccupante. Mais constitue-t-elle une menace réelle ? Selon le Conseil Supérieur de la Pêche, la multiplication des étangs dans le Limousin aurait eu pour conséquence la réduction de la qualité générale des eaux courantes de cette région.



Pour une expertise indépendante et rigoureuse...

Depuis quelques temps, la profession a anticipé en suscitant un certain nombre d'études, de recherches, de thèses, qu'elle finance partiellement ou en totalité. C'est une bonne chose pour les laboratoires de recherche en écologie et dans le domaine de l'environnement dont il est de notoriété qu'ils sont parmi les moins dotés financièrement par l'Etat. **Mais les réponses apportées par ces recherches ponctuelles permettent-elles d'éclairer sérieusement les politiques à conduire et les choix administratifs à faire afin de protéger les milieux et les ressources sur le moyen et le long terme.** Cette réflexion doit rester complètement ouverte, et il faut faire en sorte qu'elle ne soit pas orientée et figée par la seule culture technique et les intérêts de ceux qui grattent dans le lit des cours d'eau, qui concassent dans la montagne et qui commercialisent. La problématique générale de l'extraction dans les zones alluviales doit être replacée dans le contexte de l'approvisionnement en matériaux des centres urbains. Elle nécessite une réflexion de fond, en amont des pratiques usuelles, qui ne saurait s'accommoder de l'empilement d'études dont les conclusions ne seraient retenues que parce qu'elles sont favorables aux thèses de groupes directement concernés.

Ainsi certaines études montrent que les gravières, comme d'autres plans d'eau, peuvent éliminer des formes chimiques comme les nitrates par exemple, qui deviennent indésirables quand ils sont surabondants. Et les "pros" de la pub rapide de conclure que les gravières sont utiles pour l'environnement car elles améliorent la qualité de l'eau en éliminant les nitrates apportés par les champs de maïs ! A bien les comprendre, le développement durable pourrait fonctionner en boucle. Le trop plein de nitrates produit par l'agriculture étant épuré par des gravières, il serait de bonne intelligence environnementale d'augmenter leur surface et leur nombre dans les zones alluviales, et pourquoi pas au nom de la lutte contre les pollutions diffuses, que les agences de l'eau apportent des aides à l'extraction des granulats : quelle aubaine ! En quittant ce ton sarcastique, il faut noter que la découverte de la réduction des concentrations en nitrates pendant les périodes d'intense eutrophisation n'est pas une nouveauté. **Affirmer que les gravières améliorent la qualité de l'eau est une conclusion hâtive qui s'appuie sur des données partielles et conduit à un jugement partial.** Il faut seulement se souvenir que la période estivale d'accumulation des nitrates dans la biomasse et donc de réduction des concentrations dans l'eau, sera suivie par une période de relargage passant par l'émission de formes azotées bien plus toxiques que les nitrates eux mêmes, ce qui relativise très fortement la performance des gravières. Et ceci seulement pour le paramètre azote. Si l'on considère d'autres éléments chimiques, le phosphore par exemple qui se concentre dans les gravières, le jugement pourrait être négatif, mais isolé du contexte général, celui-ci pourrait ne pas être plus significatif que celui porté sur les nitrates.

Nous restons tout à la fois goguenards et très critiques en observant les techniques de communication à prétentions scientifiques, qui consistent à décrire une problématique de grande complexité en n'utilisant que les éléments qui en donnent une image positive. Faire une gravière dans la partie alluviale d'un fleuve conduit à créer des milieux où peuvent s'installer des espèces pionnières, et à former au cours du temps des sortes de zones humides, lieux d'accueil pour les oiseaux, éléments positifs auxquels seront sensibles les protecteurs de la nature. Mais un trou d'eau de plus, là où il y en a déjà beaucoup, se révélera globalement destructeur de nature et d'environnement. En participant à des opérations de "réparation de la nature", et en recevant des fonds des extracteurs pour réhabiliter des gravières anciennes, les associations se devront d'être vigilantes pour ne pas apporter leur caution involontaire à la poursuite de la destruction des zones alluviales. Agir dans le souci du développement durable est contraignant, à chacun de mettre en cohérence ses idées et ses actions en appréciant en conscience la dose de compromis acceptable !

... organiser un débat scientifique contradictoire.

S'interroger aujourd'hui sur le devenir des rivières et de leurs vallées alluviales autrement qu'en les percevant exclusivement comme des mines de granulats, relève bien d'une démarche de développement durable. Elle doit s'inscrire dans les préoccupations de l'aménagement du territoire, intégrer les contraintes liées à la politique de gestion des eaux utiliser des outils qui permettent sa mise en œuvre comme les SDAGE (2) et les SAGE (3). Avec les tonnages extraits, avec les projections d'extraction, avec les surfaces réservées, avec les terrains achetés, il est possible d'extrapoler et de se faire une représentation de ce que pourraient être les rivières françaises dans trente ans. Il est donc légitime de se demander si la profession s'est engagée dans la voie du développement durable. Quand on observe les efforts qu'elle développe pour minimiser les conséquences de son activité dans les zones alluviales, ou même pour les magnifier, il est permis d'en douter ! Dans ce domaine, comme dans d'autres secteurs qui touchent à l'environnement, les choix d'aménagement du territoire devraient pouvoir s'appuyer sur une recherche transversale, dotée de moyens publics et pouvant explorer de manière critique toutes les facettes de ces problématiques complexes.

En définitive, il suffit de se souvenir que la principale qualité de la science réside dans son aptitude à faire naître le débat scientifique contradictoire. Pour que les actions de développement durable sortent de l'accessoire pour investir la technologie environnementale, il reste à lancer le débat contradictoire et pour cela il faut créer l'Institut de Recherche sur le Développement Durable. Il devrait être indépendant des trusts, doté de moyens financiers lui donnant l'autonomie de la pensée scientifique, son conseil d'administration devrait être composé de citoyens indépendants et sa direction ne devrait pas être conforme : une utopie de plus, un cauchemar politique !

La taxation un outil au service des politiques de développement durable ?

Pour des raisons faciles à comprendre, et qui s'inscrivent dans les traditions de la profession des carriers, ceux-ci sont opposés à la taxation écologique. Il y a quelques années, dans le bassin Adour-Garonne, une tentative de taxation avait été lancée par l'agence de l'eau et s'était soldée par une annulation par le Conseil d'Etat. Depuis des années, dans les différentes instances de bassin, et lors des débats sur la TGAP(4), nous avons pu voir la profession faire de la résistance. Par exemple, lors des dernières élections présidentielles, un représentant de la profession s'est même vanté d'être intervenu dans le bureau du Premier Ministre de l'époque pour contrer un haut fonctionnaire qui voulait



Sur cette photo, le sable est directement extrait de la nappe alluviale.

taxer les granulats. Réaliste, il savait bien que le haut fonctionnaire en question, "sorti par la porte rentrerait par la fenêtre", mais c'était toujours cela de gagné.

Or, à la fin de l'année 1999, la Ministre de l'Environnement annonçait la création d'une taxe sur les granulats. Victoire? Non, pas exactement... Les exploitants de granulats ont su influencer à leur avantage les pouvoirs publics et ont obtenu que cette fameuse TGAP soit appliquée à tous les types de matériaux sans distinction. Certes, cette taxe uniforme pourrait apparaître comme un pas en avant et un gage de bonne volonté écologique.

Mais en réalité elle permet de ne pas bousculer l'équilibre au sein de la profession, car l'extraction dans les zones alluviales et dans le lit majeur des fleuves, là où les puissants de la profession ont investi et investissent toujours, ne serait pas pénalisée par rapport aux autres sources d'approvisionnement. Le prix de tous les matériaux sera donc augmenté mais de la même manière, et avec les moyens financiers ainsi dégagés, il serait possible de rendre présentables les tristes trous d'eau. Mais il ne faut pas se laisser abuser par les apparences, car les destructions dans les zones alluviales sont de nature irréversible.

En conclusion, nous déplorons que les décisions prises par le gouvernement aillent à l'encontre d'une protection efficace de l'environnement et nous allons continuer à agir pour que la taxe sur les extractions de granulats évolue vers une modularité raisonnée.

Qu'elle soit plus forte et dissuasive dans les zones où, pour des raisons bien identifiées, la collectivité souhaite préserver les grands cycles naturels. Cycle de l'eau dans le lit majeur des fleuves par exemple. Taxation plus faible dans les zones de moindre impact. Taxation encore plus faible pour certains matériaux comme l'argile qui permet la fabrication de briques, éléments favorables pour la régulation thermique de l'habitat... etc. Mais encore encouragement financier au recyclage des matériaux de démolition. Au-delà du principe général de modulation de la taxe, les modalités d'application devraient être étudiées dans le détail pour les différents types d'extraction. Avec les moyens dégagés par l'application de cette taxe, la recherche sur les moyens de substitution devrait être développée, en dépassant et en bousculant le jeu des acteurs traditionnels mais en tenant compte de leurs contraintes réelles. De la sorte nous pourrions commencer à parler d'un effort sérieux en faveur du développement durable.

Bernard ROUSSEAU
Président de France Nature Environnement
Responsable du réseau eau

- (1) OGM : Organismes Génétiquement Modifiés
- (2) SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau
- (3) SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau
- (4) TGAP : Taxe Générale sur les Activités Polluantes

Bibliographie :

- DAMBRE J.L., 1995. "Les extractions de matériaux dans le lit mineur et le lit majeur de la Loire et de ses affluents".
- IFEN, 1997. "Les pesticides dans les eaux."
- POINTIEREAU P., 1999. "Nouvelle PAC : une réforme qui n'en est pas une", in lettre eau n°10-11.
- DRON D et PUJOL, 1999. "Agriculture, monde rural et environnement : qualité oblige."

Trézence, un barrage reconnu d'inutilité publique

Le Conseil Général de Charente-Maritime a voté à l'unanimité le 12 juin 1997 en faveur d'un projet de barrage sur la rivière Trézence (ci-contre).

Les objectifs affichés de ce barrage sont :

- l'apport d'eau douce à l'estuaire de la Charente pour assurer la production ostréicole,
- le soutien d'étiage de la rivière Boutonne pour diluer les rejets polluants des villes, des industries et de l'agriculture (part salubrité),
- compenser les prélèvements des irrigants des bassins de la Boutonne et de la Charente.

Depuis 30 ans, les prélèvements ont augmenté de manière prodigieuse sur le bassin versant de la Charente, remettant ainsi en cause l'équilibre biologique de cette rivière, de ses affluents et du bassin ostréicole. En ne maîtrisant pas sa consommation, l'agriculture irriguée est la principale responsable de cette situation (Figure 2).

Ce projet, dont le Conseil Général est Maître d'Ouvrage, est soutenu par les professions ostréicoles, agricoles et par de nombreux élus, mais soulève de vives protestations de la part des associations locales de défense de l'environnement (a) ainsi que des autorités scientifiques du bassin Adour-Garonne (b). Ces dernières ont mis en évidence de nombreuses lacunes dans le dossier présenté à l'enquête publique. Le Conseil Scientifique du bassin Adour-Garonne souligne que "l'analyse économique (...) surévalue les bénéfices du projet de barrage. Des appréciations plus réalistes (...) pourraient faire apparaître un taux de rendement très inférieur à ce qui est généralement exigé pour mobiliser de l'argent public".

Malgré un rapport très critique sur la forme et le fond du dossier, la Commission d'Enquête a finalement rendu un avis favorable fin 1999 avec néanmoins de nombreuses réserves qui n'ont toujours pas à l'heure actuelle été levées par le Maître d'Ouvrage. Compte tenu de l'enjeu que représente tout barrage pour l'environnement, il est important de rappeler quelques vérités sur ce projet et de mettre en perspective les avantages et les inconvénients qu'il présente.

Un barrage hors la loi.

Non seulement le projet n'est nullement inscrit dans le SDAGE Adour-Garonne, contrairement à ce que prétend le Maître d'Ouvrage, mais surtout, en prévoyant un débit d'étiage de 4 m³/s à Saint-Savinien alors que le SDAGE préconise 12 m³/s, et en programmant une augmentation des prélèvements pour l'irrigation, le projet est en pleine contradiction avec deux de ses objectifs fondamentaux : le plafonnement des consommations et la reconstitution prioritaire des débits d'étiage. Or la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 exige que tout programme ou décision administrative dans le domaine de l'eau soit compatible avec les dispositions du SDAGE. **Force est de constater que le projet ne respecte pas la loi sur l'eau.**

SITUATION ET FONCTIONNEMENT DU PROJET DE BARRAGE

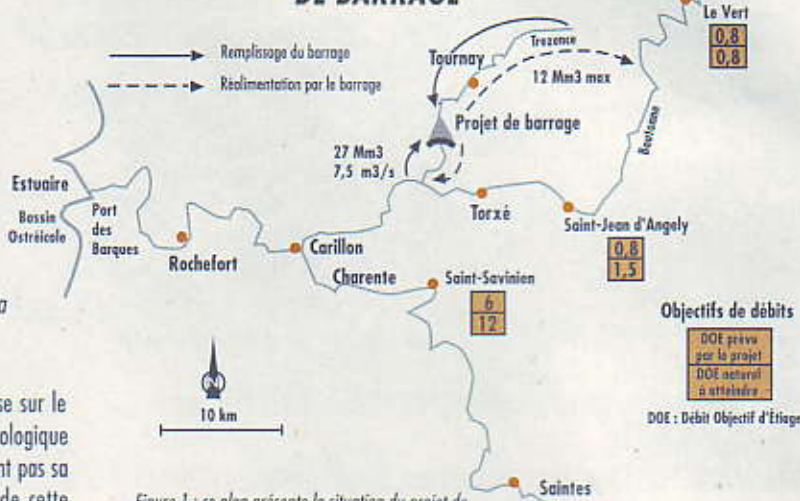


Figure 1 : ce plan présente la situation du projet de barrage situé sur la Trézence affluent de la Boutonne, elle-même affluent de la Charente. La plus grande partie des eaux du barrage ira rejoindre le bassin ostréicole de l'estuaire en passant par la Boutonne et la Charente. L'autre partie de l'eau sera acheminée à l'aide d'une conduite artificielle vers l'amont de la Boutonne afin de compenser les prélèvements agricoles.

A Le Vert, Saint-Jean d'Angély et Saint-Savinien, ont été indiqués les objectifs minimum de débit en été. Comme on peut le constater, après construction du barrage, le débit de la Charente à Saint-Savinien sera divisé par deux afin de permettre aux irrigants "charentais" de prélever davantage d'eau. Ainsi ce qu'apporte le barrage d'un côté est supprimé de l'autre. L'ouvrage ne donnera donc pas d'eau supplémentaire pour les rivières et l'estuaire.

FICHE D'IDENTITÉ DU BARRAGE

CARACTÉRISTIQUES AFFICHÉES				
Coût total		440 MF dont financement public : 426 MF		
Volume total		47,5 Mm3 (Millions de m3)		
Volume utile		39 Mm3		
ATTRIBUTION DES VOLUMES D'EAU				
		Attribution initiale	Réalité en année moyenne	Réalité en année sèche
Part pour l'ostréiculture		27 Mm3	25 Mm3	20,5 Mm3
Part salubrité Boutonne		3,1 Mm3 à 12 Mm3	1,6 Mm3	valeurs variables et contradictoires
Part irrigation	Charente aval	0	2 Mm3	2 Mm3
	Boutonne	0	1,5 Mm3	NC
	Compensation (c) (1700 ha)	4.25 Mm3 max	NC	4,25Mm3

Tableau 1 : Les deux tiers de l'eau stockée sont en principe destinés aux ostréiculteurs de l'estuaire de la Charente. Cependant en reprenant les chiffres du dossier, on se rend compte que plus l'année est sèche plus l'eau est en fait réquisitionnée pour les besoins agricoles aux dépens de la rivière et de l'estuaire. Le soutien à l'irrigation est bien un des objectifs majeurs du barrage. (NC : non communiqué)

a : Nature Environnement 17 - b : Conseil Scientifique du Comité de Bassin et Commission des Milieux Naturels Aquatiques (COMINA). c : Afin d'indemniser les agriculteurs expropriés dont les terres seront inondées par la retenue, il est prévu d'utiliser une partie des eaux du barrage pour irriguer 1 700 ha supplémentaires en compensation.

ÉVOLUTION DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU PAR USAGE, SUR LE BASSIN DE LA CHARENTE ENTRE 1970 ET 1996

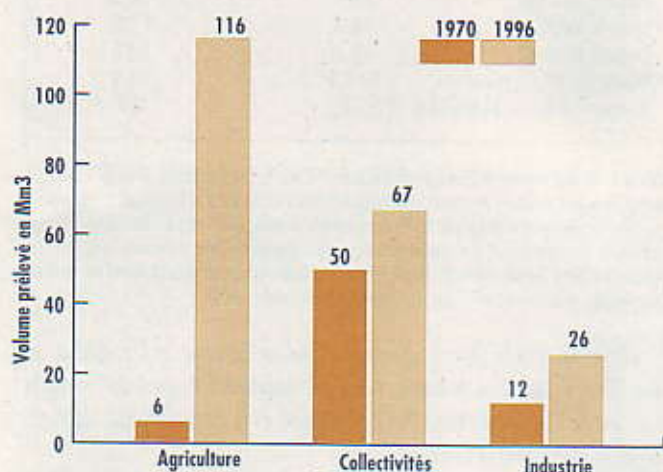


Figure 2 : l'évolution des consommations d'eau montre une explosion des besoins pour l'irrigation ces trente dernières années. Ces prélèvements agricoles sont d'autant plus problématiques qu'ils se font lors de la saison la plus sèche de l'année quand la ressource est déjà limitée. Ainsi, en été, l'irrigation représente souvent plus de 90 % des prélèvements.

Au delà de la légalité même du projet, se pose la question de son intérêt pour la collectivité, des points de vue à la fois économique, sociologique et environnemental. Le dossier mis à enquête est entaché de lacunes, de contradictions et d'incertitudes. La Commission d'Enquête précise qu'"un peu plus de sérieux dans l'énoncé des données aurait été apprécié" et que "de tels errements ne font que provoquer des interrogations pour les personnes prenant connaissance du dossier". Connaissant l'importance des enjeux, on est en droit de s'interroger sur la crédibilité et la confiance qu'il est bon d'accorder à un Maître d'Ouvrage qui fait preuve de tant de négligences.

Un barrage qui inverse les saisons !

Un barrage de soutien d'étiage fonctionne en deux temps. Dans un premier temps, en hiver, il stocke les eaux de la rivière, qu'il relargue ensuite en été quand les irrigants et les ostréiculteurs en ont besoin. La première question à se poser, quand vous projetez un tel ouvrage, est donc de savoir si la rivière aura un débit assez important pour le remplir ? Ce qui n'est pas le cas pour la Trézence dont les débits sont trop faibles. Il est donc prévu de pomper le complément dans la Boutonne en faisant remonter ses eaux par la Trézence jusqu'au pied du barrage (Figure 1). Ainsi, l'écoulement de la rivière étant inversé sur près de 4 kilomètres, l'aval devenant l'amont, il est sans doute prévu de l'expliquer aux poissons.

REPLISSAGE DU BARRAGE

	Volume vidangé		Volume apporté par la Trézence		Supplément Boutonne nécessaire	
	Affiché	Recalculé	Affiché	Recalculé	Affiché	Recalculé
Année moyenne	29 Mm3 31 Mm3	33 Mm3	35 Mm3	29 Mm3	3 Mm3	4 Mm3
Année sèche quinquennale	NC	37 Mm3 au moins	25 Mm3	14 Mm3	7 Mm3	23 Mm3
Année sèche décennale	NC	entre 37 Mm3 et 39 Mm3	20 Mm3	NC	15 Mm3	NC

Tableau 2 : Les valeurs données sur le volume vidangé en année sèche quinquennale et décennale sont variables et contradictoires. (NC : non communiqué)

Durant les années les plus sèches, la Trézence doit apporter entre 20 et 25 millions de m3 au barrage pour le remplir. Ces volumes semblent avoir été surestimés. En effet, après calcul de notre part à partir des débits moyens de la Trézence, les volumes apportés sont largement inférieurs. Ces différences nous laissent à penser que le remplissage du barrage n'est pas si évident surtout lors de sécheresses pluriannuelles comme celles des années 1990 qui n'ont d'ailleurs pas été prises en compte dans les calculs du maître d'ouvrage.

D'après les chiffres fournis dans le dossier, il apparaît malgré tout que même avec les apports de la Boutonne, le remplissage du barrage n'est pas si évident. Le promoteur de l'ouvrage a procédé à des simulations de remplissage à partir des chroniques de débits enregistrés entre 1960 et 1985. On peut se demander pourquoi les années sèches du début des années 1990 n'ont pas été prises en compte ? Peut-être que les débits de la Trézence et de la Boutonne n'auraient pas été suffisants ?

En tout cas la question reste entière et elle est d'autant plus pertinente que par un calcul simple fait à partir des données du dossier, la quantité d'eau apportée par la Trézence semble avoir été surestimée (Tableau 2). En effet, en année sèche (de fréquence de retour quinquennale), la Trézence doit fournir 25 millions de m3, or après calcul de notre part à partir du débit moyen de cette rivière, le volume n'atteint guère plus de 14 Mm3. Les pompes dans la Boutonne seront donc bien supérieures à ceux prévus.

Ainsi, afin de remplir le barrage, les débits hivernaux de ces deux rivières seront très fortement réduits. Les crues et leurs effets régénératoires pour le lit des rivières seront "gobés" par l'ouvrage. En définitive, on assistera à une inversion des saisons. Les rivières verront passer beaucoup plus d'eau l'été que l'hiver : quel progrès !

LES BÉNÉFICES AFFICHÉS DE L'OUVRAGE

	Bénéfices annuels envisagés	Recalculés par le Conseil Scientifique d'Adour-Garonne
Ostréiculture	6 MF	0,72 MF
Agriculture	10,9 MF	5,7 MF
Salubrité	6,5 MF	3 MF

Tableau 3 : Les bénéfices attendus de l'ouvrage ont été vraisemblablement surestimés par son promoteur afin, sans doute, de mieux en justifier la réalisation.

Un barrage pour les irrigants construit aux dépens ... des ostréiculteurs.

Le soutien à l'ostréiculture est l'avantage principal affiché par les promoteurs de l'ouvrage. Cet objectif est sans doute plus défendable que le développement de l'irrigation qui a déjà été multipliée par 10 en Poitou-Charentes ces trente dernières années. Mais qu'en est-il réellement ?

L'eau du barrage est censée fournir une "assurance-production" que les ostréiculteurs revendiquent sans compter. Dans les faits, rien n'est moins sûr. Tout d'abord, les volumes d'eau en théorie consacrés à l'approvisionnement de l'estuaire seront amputés de 25 % les années sèches pour satisfaire ... les besoins des irrigants (Tableau 1). Ainsi, paradoxalement, c'est quand "l'assurance-production" (si chère au promoteur de l'ouvrage) pourrait être véritablement effective, que l'on choisit de diminuer les volumes d'eau pour les huitres. Les ostréiculteurs ont le sens du sacrifice !

Malgré tout, les irrigants ont peut-être raison de se servir avant leurs collègues de l'estuaire car les gains pour les ostréiculteurs ne sont jamais évalués qu'à 1,5 % de leur chiffre d'affaire qui varie de 30 % suivant les années. Les bénéfices attendus pour les irrigants, même minimisés par le Conseil Scientifique Adour-Garonne, sont très supérieurs à ceux des ostréiculteurs : 5,7 MF par an contre 0,7 MF.

Comme le font remarquer les scientifiques d'Adour-Garonne, les limites de productivité intrinsèques à l'estuaire semblent prépondérantes dans le développement des huîtres.

De mauvaises langues s'étonnent d'ailleurs : "c'est bien la première fois que des ostréiculteurs demandent de l'eau douce pour le développement de leurs productions marines".

En revanche, ce qui est sûr, c'est que l'eau du barrage qui alimentera l'estuaire sera très polluée en bactéries et pesticides, ceux-là même qui sont utilisés sur les cultures... irriguées. Cet aspect a d'ailleurs fait réagir le Conseil Supérieur d'Hygiène de France qui tire la sonnette d'alarme et demande une évaluation précise des "risques de contamination des coquillages par les phytosanitaires".

Mais les ostréiculteurs qui reçoivent déjà 7 MF/an de subvention du Conseil Général seraient bien ingrats de refuser le bonheur que leur promet le département.

Un barrage de soutien d'étiage qui asséchera la Charente toujours au bénéfice des irrigants.

Non contents de pouvoir maintenir voire développer l'irrigation le long de la Trézence et de la Boutonne, les promoteurs de l'ouvrage veulent également subvenir aux besoins des irrigants installés le long de la Charente. En effet, tant que le barrage n'est pas construit, les irrigants du val de Charente sont obligés de lui laisser de l'eau pour l'alimentation de l'estuaire, d'autant plus que la Boutonne est déjà asséchée.

Quand le barrage sera construit, la Boutonne prendra le relais de la Charente pour l'alimentation de l'estuaire. Les irrigants "charentais" pourront donc pomper davantage dans la Charente et sa nappe d'accompagnement.

Il est ainsi prévu de diviser ses débits par deux afin de porter les quotas de prélèvements à 2500 m³/ha irrigué. Les ostréiculteurs, quand à eux, recevront après la construction du barrage le même volume d'eau douce.

De 12 m³/s, le débit de la Charente aval sera donc réduit à 6 m³/s, tandis que le débit de la Boutonne sera gonflé à plus de 7 m³/s. La Charente deviendra alors l'affluent de la Boutonne, on n'arrête pas le progrès !

Et l'addition ... pour le contribuable !

Admettons que le projet ne respecte pas la loi, qu'il permette de développer l'irrigation, que les eaux polluées par les phytosanitaires et les bactéries soient fatales aux dernières rivières à truite du département et à leurs prestigieux habitants comme la Loutre ou le Vison d'Europe.

Financement du barrage

Financier	Montant en MF	Pourcentage du coût total
Agence de l'Eau	195	44,3
Conseil Régional	78,1	17,8
Conseil Général	45,5	10,3
Ministère de l'Agriculture	107,1	24,4
Usagers (réseau irrigation)	14	3,2

Tableau 4 : Le financement du barrage est assuré à 97 % par de l'argent public, alors qu'il n'est construit que pour satisfaire des besoins strictement privés (ostréiculture et irrigation). L'agriculture irriguée n'est décidément viable que si elle occupe une grande partie des subsides publics (surprime à l'hectare irrigué, exemption des redevances agences de l'eau, financement de retenues, etc.) et n'est pas redevable de ses impacts sur l'environnement (assèchement des rivières et des nappes, pollution des eaux par les nitrates et les pesticides, etc.).

Admettons que le Conseil Scientifique d'Adour-Garonne, la Commission du Milieu Naturel Aquatique de bassin, le Conseil Supérieur d'Hygiène de France, le Ministère de l'Environnement, les associations et le Conseil d'Etat (dans un premier avis en 1994) se trompent.

Admettons...

Mais si ce barrage est construit, combien coûtera-t-il et qui paiera ?

Est-il acceptable que, comme le prévoit le dossier, l'argent public finance à 97 % l'investissement initial de 440 MF (Tableau 4) ?

Est-il acceptable que, pour financer le fonctionnement du barrage, les collectivités et les industriels paient une redevance sur chaque mètre cube prélevé, alors que seuls les irrigants, de par leurs prélèvements excessifs, rendent ce barrage nécessaire et y trouveront réellement un intérêt ?

A l'heure où s'engage une profonde réflexion sur les réformes à mettre en place afin de partager équitablement, d'économiser et de protéger nos ressources en eau, un tel projet, à travers ses objectifs et la satisfaction des intérêts d'une minorité, est en pleine contradiction avec les réflexions en cours.

L'incertitude, l'imprécision des données et les multiples contradictions du rapport soulevées également par la Commission d'Enquête et le Conseil Scientifique Adour-Garonne nous paraissent le remettre totalement en cause.

L'augmentation de l'irrigation n'étant plus d'actualité, le Maître d'Ouvrage a tenté de dissimuler ses intentions et de justifier autrement ce barrage. Un tel opportunisme est admirable quand on sait que dans le projet présenté en 1994, le soutien à l'irrigation représentait 50 % du volume utile. Mais les bénéfices pour l'ostréiculture et la salubrité ne sont pas avérés. Au contraire, le projet constitue une menace pour le milieu aquatique et ses usagers. De l'avis des experts, la priorité pour le bassin ostréicole est plutôt à la restructuration des zones d'élevages et à l'élimination de la biomasse parasite.

Il est évident que ce barrage ne servirait à terme que les intérêts des irrigants du bassin selon un schéma simple : assèchement de la rivière du fait des prélèvements excessifs de l'irrigation, réalimentation à partir du barrage pour compenser cet assèchement, éviter les mesures de restriction et augmenter les prélèvements. C'est une fuite en avant. Comme le souligne le SDAGE Adour-Garonne, la priorité est à la réduction et la maîtrise des consommations.

Au vu des pièces du dossier et des divers avis formulés, l'intérêt général du projet se résume à un simple intérêt agricole. Compte tenu des fonds publics en jeu, on ne peut que conclure à l'inutilité publique d'un tel ouvrage.

Vincent Pasquier & Thomas Nicolay
Réseau Eau



Agences de l'eau : 30 ans après, un bilan nuancé qui justifie des évolutions

Chers lecteurs, nous tenons à vous informer que le texte qui suit a été rédigé au début de l'année 1999. Il aurait mérité d'être publié plus tôt mais nous en avons été empêché par l'actualité. Nous prions leurs auteurs de bien vouloir nous en excuser.

Néanmoins, il a le mérite de présenter le rôle des agences de l'eau et l'état des discussions relatives à la réforme de la politique de l'eau en décembre 98.

Nous ferons suite à cet article par un dossier complet et réactualisé dans la prochaine Lettre Eau.

Merci de votre compréhension.

Lorsqu'en 1964 le gouvernement a créé les agences de l'eau, il était relativement facile de concevoir et d'entreprendre une politique environnementale car tout ou presque était à faire.

La quasi totalité de l'eau polluée rejetée à cette époque par les communes et par les industries retournait à la rivière sans traitement. Il était donc urgent de construire des stations d'épuration.

En l'espace d'une trentaine d'années, le taux global de dépollution est passé de 0%, ou presque, à 65%. Or, la pollution des cours d'eau reste une préoccupation majeure. Pourquoi ? Les réponses sont multiples mais trois grands facteurs peuvent être retenus :

- Avec l'évolution démographique, l'élévation du niveau de vie et la concentration urbaine, la consommation d'eau des ménages a augmenté, et, avec elle, la pollution produite.

- Le développement industriel des trente dernières années a accru notablement la pollution brute produite. Même si le taux de dépollution industrielle est passé à 80%, la pollution rejetée n'a pu diminuer dans les mêmes proportions.

- Les pratiques agricoles se sont industrialisées. La gestion "en bon père de famille" a fait place au productivisme. Les "pollutions diffuses agricoles" se sont généralisées sur l'ensemble du territoire

rural, avec des pics alarmants dans les régions de concentration d'activité comme la Bretagne, la Beauce, etc.

Ainsi la pollution a changé. Si les grands cours d'eau, lieux d'implantation des industries ou des villes, sont moins pollués, on assiste depuis quelques années à une pollution importante dès la source des petites rivières, preuve que la pollution agricole est devenue prédominante en zone rurale. Cette dégradation de la qualité sur les têtes de bassin versant annule partiellement les gains obtenus par la réduction des pollutions industrielles et urbaines.

Le fonctionnement des agences de l'eau.

Six agences de l'eau existent en France regroupant des zones hydrographiques liées aux bassins versants des grands fleuves.

Leur but est de faciliter les diverses actions d'intérêt commun au bassin en attribuant des aides financières et en établissant et percevant des redevances (système pollueur-payeur). Ce sont des établissements publics de l'Etat dotés de l'autonomie financière et placés sous la tutelle du ministère de l'Environnement et du Budget.

Le programme d'intervention de chaque agence de l'eau est défini par un comité de bassin regroupant plus de 100 membres et constitué de représentants des régions, des départements, des communes, des usagers et des représentants de l'Etat. Dans les faits cela conduit à avoir une représentation des élus ruraux importante (plus de 80% des élus) et une représentation significative de l'ensemble des corps de l'Etat (agriculture, équipement, industrie, finances...).

Les usagers quant à eux sont représentés par des groupes professionnels structurés (lobbies) : industrie, agriculture, pêcheurs, etc.

Il est significatif de noter la faible participation du monde associatif environnemental ou des consommateurs urbains alors que ces derniers représentent 85% des recettes des agences.

Ce comité de bassin élit en son sein le conseil d'administration, pouvoir exécutif de l'agence constitué d'une trentaine de membres dont un tiers de l'administration, un tiers d'usagers, un tiers de collectivités locales, et un représentant du personnel.

Le directeur de l'agence de l'eau exécute les décisions du conseil d'administration.

Au total, depuis 30 ans, les 6 agences de l'eau ont financé plus de 10 000 stations d'épuration communales et industrielles. Quelle serait aujourd'hui la situation des rivières de France sans l'action de tels organismes ?

LA FRANCE ET SES SIX AGENCES DE L'EAU



s : superficie du bassin
p : population du bassin
r : redevances nettes autorisées
a : aides à la dépollution et aux ressources en eau

Le tableau suivant donne le détail des redevances perçues par les Agences en 1997 pour le prélèvement et la pollution des eaux.

Montants en MF	Prélèvement	Pollution	Total	% total
Collectivités	1154	7269	8423	85
Industries	370	1007	1377	14
Agriculteurs	76	0.5	76	1
Total	1600	8277	9876	

Quel rôle pour les agences de l'eau ?

Jusqu'au début des années 1990, les agences de l'eau ont lutté avec efficacité contre la pollution industrielle et urbaine. Aujourd'hui, les enjeux sont plus complexes car les derniers pourcentage de pollution sont toujours les plus difficiles à éliminer et la prise en compte de la pollution agricole pose de nouveaux problèmes. Des lacunes observées dans l'application du principe pollueur payeur (certaines catégories y échappant), la complexité du système des redevances, le manque de transparence du prix de l'eau en général, ont montré la nécessité d'évoluer.

Ces remarques ont notamment alimenté deux rapports, l'un émanant de la Cour des Comptes, l'autre du Commissariat général du Plan, rendus publics à l'automne 1997, et elles ont amené le gouvernement à engager une réflexion de fond sur les instruments publics de gestion de l'eau.

PART DES REDEVANCES PAYÉES PAR CHAQUE CATÉGORIE AUX AGENCES DE L'EAU

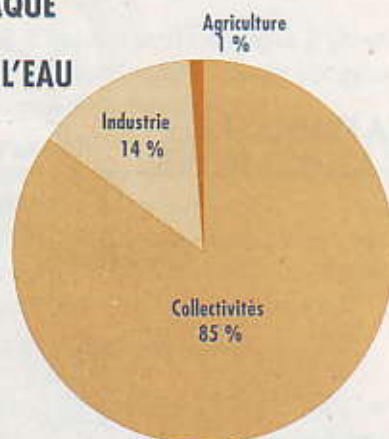


Figure 1

La communication du 20 mai 1998.

La réforme proposée le 20 mai en Conseil des ministres par Mme Voynet s'articule autour de quatre volets :

- **Associer le parlement à la définition de la politique de l'eau.** Actuellement les redevances émises par les agences sont votées par les seuls comités de bassin. Un contrôle du Parlement permettrait de régler une bonne fois pour toutes, le problème de "l'inconstitutionnalité" des redevances.
- **Améliorer le fonctionnement démocratique des organismes de bassin.** Ouvrir ces instances aux représentants des usagers et du monde associatif; améliorer la transparence du secteur de l'eau pour les usagers.
- **Elargir et mieux appliquer le principe "pollueur payeur".** L'impact agricole sur le milieu naturel ainsi que sur la ressource en eau devient une priorité qui sera réglée soit dans le cadre de la Politique Agricole Commune soit dans le cadre d'une loi d'orientation agricole.
- **Renforcer la police de l'eau.** Mise à disposition par les agences de

l'eau d'une enveloppe annuelle (40 millions de francs) destinée à améliorer le fonctionnement de la police de l'eau. Dans le même temps, une clarification des rôles est amorcée.

Ces propositions ont été reçues favorablement par le personnel des agences qui se sentait de plus en plus tiraillé entre la gestion autocratique des grands corps de l'Etat, grands "aménageurs" de l'espace, les lobbies agricoles, et le souci d'une véritable politique de l'environnement fondée sur la protection du milieu naturel.

L'annonce du 22 juillet 1998.

L'une des critiques formulées par le commissariat général du plan, et reprise notamment par les écologistes, est que **le système pollueur-payeur des agences fonctionne comme une mutuelle dont chaque sociétaire exige le retour financier.** Ainsi la redevance ouvrirait un droit à polluer. Les écologistes seraient plutôt partisans d'une écotaxe, ou "pollutaxe", appelée Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP), qui dissuaderait les rejets polluants.

Son produit financier pourrait être utilisé pour partie au financement des actions de l'agence et pour autre partie à des actions n'ayant pas de lien direct avec l'environnement comme la lutte contre le chômage (c'est ce qu'on a appelé le second dividende). Les redevances perçues au niveau de chaque bassin hydrographique seraient remplacées par une écotaxe sur l'eau alimentant le budget de l'Etat.

Le personnel des agences de l'eau a plutôt mal accueilli ces propositions qui mettaient en cause la sécurité d'affectation des fonds à une politique de l'eau, autrement dit le principe "l'eau paie l'eau".

L'électrochoc provoqué par l'effet d'annonce a permis une prise de conscience et une remise en cause après 30 ans d'existence. Mais bien des questions restent en suspens.

En effet, sauf à devenir des chambres d'enregistrement, on ne voit pas très bien quelles seraient les fonctions respectives des comités de bassin et des conseils d'administration.

En outre dans l'hypothèse d'une substitution de la TGAP à l'actuel système des redevances, l'Etat alimenterait le budget des agences de l'eau, et rien ne permet d'affirmer que serait garantie la pérennité des ressources des agences.

La conférence des Présidents de comité de bassin du 11 décembre 1998.

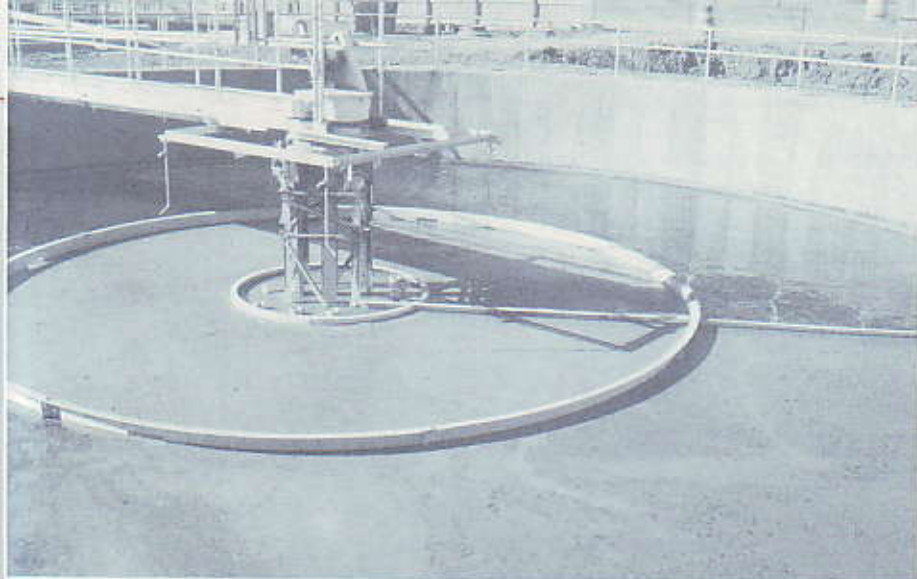
Lors de cette conférence annuelle, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement a décidé de retenir le statu quo en préservant le système des redevances de l'eau pour le financement des politiques de bassin, d'une part et, d'autre part, en créant, à prélèvement constant, une taxe qui contribuera à dissuader les comportements polluants et participera au financement de la politique nationale de l'eau.

En réalité la concertation ne fait que commencer et tout reste ouvert.

Revenir à la communication du 20 mai.

La communication du 20 mai contient en germe de nombreuses promesses d'évolution que doivent intégrer les agences de l'eau après 30 ans de bons et loyaux services.

Le contrôle du Parlement sur les agences est une nécessité qui permettrait de mieux légitimer la politique de l'eau et peut-être de la faire mieux passer.



Bassin d'aération d'une station d'épuration.

Point de vue : le personnel, le citoyen et l'écologiste.

L'annonce de la mise en place de la fiscalité écologique et l'extension de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) aux redevances des agences de l'eau prévue pour l'an 2000, a été faite discrètement au cours de l'été et elle a provoqué quelques remous auprès de trois catégories d'individus, le personnel des agences de l'eau, le citoyen et l'écologiste.

Dans les agences de l'eau, ces trois personnages sont souvent confondus: c'est la théorie du triple dividende.

Le personnel est inquiet de voir ainsi remettre en cause un établissement auquel il est naturellement très attaché, et dont l'efficacité est souvent reconnue, ici et ailleurs.

Plus de démocratie au sein des instances de bassin permettrait d'intégrer des points de vue non pris en compte actuellement comme ceux de la population des grandes villes, des consommateurs d'eau ou des associations de protection de la nature. Encore faut-il que cette réforme prenne vraiment acte des évolutions sociologiques de notre pays et ne se borne pas à un toilettage à la marge des textes existants.

Mieux appliquer le principe "pollueur payeur". Sur ce point, l'agriculture est le point faible de la politique des agences de l'eau. La redevance "irrigation" n'est pas homogène sur l'ensemble du territoire et les pollutions diffuses (nitrates, phytosanitaires,...) ne sont pas prises en compte. Quant à la pollution des élevages, le résultat n'est pas probant et semble se détourner de son objectif initial. Dans ces conditions, il est indispensable d'engager une réflexion sur l'évolution de l'outil agence face aux pollutions d'origine agricole.

Rénover le système des redevances devenu obscur et complexe car le souci de transparence manifesté par les associations de consommateurs est légitime et fondé.

Le citoyen s'étonne de ce que les hommes et les femmes politiques, pour qui le dialogue devrait être une seconde nature, puissent prendre de telles décisions, avec une discussion préalable réduite au minimum, tant pour les "partenaires sociaux", que pour les représentants des organismes de bassin.

Enfin l'écologiste se demande quel sera l'impact des mesures annoncées sur le milieu naturel et plus particulièrement sur le milieu aquatique.

Faut-il pour autant rejeter tout en bloc, et se condamner à un immobilisme destructeur?

Évoluer dans le cadre d'un réel dialogue.

En trente années d'existence, les agences ont démontré leur efficacité, mais ont sans doute atteint leurs limites dans certains domaines. **L'environnement économique et social s'est profondément modifié depuis la création des agences à la fin des années soixante et il est temps de procéder aux évolutions nécessaires.** Pour emporter l'adhésion des trois personnages aux changements à engager, il faut les envisager dans le cadre d'un réel dialogue.

Pour le personnel, il est important bien sûr de donner des garanties précises sur l'avenir de nos établissements, mais les assurances qui nous sont données aujourd'hui (contrats de plan type État-région, compte spécial du Trésor) sont le plus souvent accompagnées de contre-exemples plus faciles à trouver que d'exemples rassurants. Par ailleurs, il peut être utile de clarifier et préciser les missions confiées aux agences de l'eau. En particulier le rôle d'assistance et de conseil auprès des maîtres d'ouvrage, pour lequel la compétence est forte, devrait être renforcé, par exemple dans le cadre du suivi de la mise en place du SDAGE et des SAGE.

Pour plus de transparence et d'efficacité.

Pour le citoyen, toujours sensible à la transparence, une réforme allant dans le sens de celle-ci serait sans doute bien perçue. C'est d'ailleurs le cas de certaines des mesures annoncées le 20 mai dernier concernant la modification de la composition des organismes de bassin et l'examen, a priori, pour approbation, des programmes d'intervention quinquennaux des agences de l'eau par le Parlement, permettant de résoudre le délicat problème de l'inconstitutionnalité des redevances.

Une pause dans l'évolution du prix de l'eau serait sans doute aussi bien appréciée par le citoyen-consommateur, mais le mécanisme de fiscalisation du prix de l'eau qui se met en place n'est pas de nature à le rassurer sur ce point.

PART DES AIDES VERSÉES À CHAQUE CATÉGORIE PAR LES AGENCES DE L'EAU

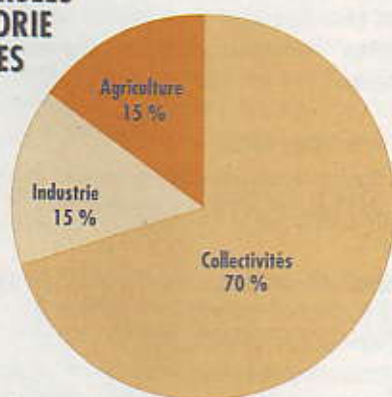


Figure 2

Avoir une véritable police des eaux en créant un service unique chargé de cette mission, situé sous tutelle directe du ministère de l'environnement. Police des eaux et action incitative sont deux fonctions complémentaires qui doivent rester séparées. Pour autant, les agences de l'eau peuvent contribuer financièrement à l'action de police des eaux exercée par l'Etat.

Ces réformes doivent être menées à bien pour répondre aux attentes de notre société. Évolutions nécessaires et utiles, elles peuvent être conduites sans remettre en cause ce qui, depuis 30 ans fait l'intérêt majeur du dispositif des organismes de bassin, à savoir l'instauration d'une solidarité des usagers autour de la préservation du patrimoine aquatique.

Pour l'écologiste, il faudra le convaincre que le nouveau mécanisme économique retenu sera plus efficace que le précédent.

C'est probable dans certains domaines tels que les pollutions diffuses, notamment agricoles, où un mécanisme de taxation sur les intrants pourrait avoir une certaine efficacité. Mais sa mise en œuvre relève d'une décision politique qu'il faudra assumer (l'échec relatif des agences vis-à-vis des pollutions d'origine agricole n'est pas imputable uniquement à celles-ci).

C'est moins sûr si les principes de gestion par bassins et sous-bassins sont mis à mal par un système de taxation généralisé, qu'on peut craindre centralisateur et si la non-affectation des ressources entraîne une baisse des aides financières à la dépollution.

Un mécanisme de taxation, si élaboré soit-il, ne pourra résoudre à lui seul les problèmes de pollution. Il doit être utilisé comme un outil, associé avec d'autres outils financiers (aides et redevances), dans un esprit de dialogue et de participation avec l'ensemble des usagers, au service d'une politique de l'environnement.

Sortons de notre hexagone... avec quelques repères européens

Le 15 juillet 1998, le Parlement européen a adopté le rapport de Karl Erik Olsson relatif à la mise en œuvre de taxes environnementales dans les Etats membres. Le Parlement a demandé à la commission de préciser les effets économiques de ces taxes et l'a engagé à proposer des prélèvements environnementaux sur certains produits spécifiques. Sont notamment visés : l'eau, les engrais, les pesticides chimiques.

Le Parlement a ainsi regretté que la commission se borne à l'harmonisation des taxes environnementales dans les pays de l'Union et ne soit pas force de proposition pour appuyer les politiques environnementales sur des instruments fiscaux, comme l'avait souhaité le

PAYS	ASSIETTE DE LA REDEVANCE	TAUX
Danemark	Pesticides	3 % du prix
Norvège	Pesticides	13 % du prix de gros
Suède	Pesticides	5 %
Finlande	Engrais	5 à 20 % du prix
Norvège	Engrais	10 à 20 % du prix
Suède	Engrais	environ 15 % du prix
USA (régional)	Engrais	2,5 % du prix

Source : OCDE (1997), *écotaxes et réforme fiscale verte*

conseil européen de Madrid en 1995.

Les orientations données par les conseils européens de Madrid et de Florence (juin 1996) sont d'ailleurs rappelées dans le texte du 26 mars 1997 de la commission européenne intitulé "impôts, taxes et redevances environnementaux dans le marché unique" :

les taxes environnementales constituent un moyen adéquat pour mettre en œuvre le

principe "pollueur-payeur" car elles permettent de prendre en compte les coûts environnementaux dans les prix des biens et des services. Plusieurs points importants de cette communication peuvent éclairer nos débats franco-français :

- Les termes "taxes et redevances" couvrent tous les versements obligatoires sans contrepartie, que les ressources ainsi obtenues soient versées directement au budget de l'Etat ou affectées à des fins spécifiques.

- Ces taxes et redevances sont "environnementales" lorsque la base taxable a manifestement des effets négatifs sur l'environnement. Les Etats membres doivent établir qu'elles sont nécessaires pour résoudre les problèmes environnementaux. L'objectif est bien de réduire la pollution en taxant des produits et des rejets polluants.

- Deux catégories de taxes et redevances environnementales :

- celles frappant les émissions liées à la pollution réelle ou estimée (exemple : taxes frappant la pollution de l'eau imputable aux installations de traitement d'eaux usées),

- celles relatives aux matières premières et intrants intermédiaires : engrais, pesticides, graviers naturels, eaux souterraines (eh oui, elles sont mentionnées !).

Mention est faite de produits de consommation. Pourrait-on ainsi instaurer une pollutaxe sur les lessives avec phosphates ?

L'OCDE a recensé les pays appliquant déjà des taxes environnementales sur les produits. Le Danemark a ainsi une pollutaxe sur les pesticides. Et foin des débats sur la toxicité à court moyen, long terme des molécules et de leurs produits de dégradation. La pollutaxe est un pourcentage du prix (du produit).

La publication de l'OCDE (3) répertorie également des taxes sur les pesticides en Norvège, en Suède et des taxes sur les engrais aux Etats-Unis et dans plusieurs pays européens.

Au lieu et place de débats parfois très intéressants, mais loin de l'action, ne pourrait-on pas regarder ce qui se fait ailleurs et appliquer les orientations arrêtées au niveau européen pour la mise en œuvre d'une fiscalité environnementale.

Nous éviterions ainsi de constituer une fois encore une "exception française" et marquerions la prochaine présidence française du conseil européen.

Jean-Marc GIBEY

Ancien représentant du personnel au conseil d'administration de l'agence de l'eau Loire-Bretagne

(1) SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau

(2) SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau

(3) OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique



FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

La Lettre Eau est éditée tous les 3 mois par France Nature Environnement : Fédération Française des Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement, fondée en 1968
57 rue Cuvier - 75231 PARIS CEDEX 05 - Tél.: 01 43 36 79 95 - Fax: 01 43 36 84 67 - Directeur de la publication : Bernard ROUSSEAU, Président de France Nature Environnement

Rédacteur en Chef : Bernard ROUSSEAU, responsable des politiques eau de France Nature Environnement

Réalisation : Thomas NICOLAY, Vincent PASQUIER et Alexandra PEYRONNET du Réseau Eau de France Nature Environnement

5 place de la République - 45000 Orléans - Tél.: 02 38 81 80 19 - Fax 02 38 77 05 26

Credit photo : Réseau Eau FNE, Alain Beignet (p 2) - Maquette et mise en page : Jul - Photogravure : FBI - Impression : COPIE 45

Abonnement annuel : 80,00 F - Abonnement de soutien : 100,00 F - Correspondance et abonnement au Réseau Eau de France Nature Environnement,

ISSN : 12 76-1044. La reproduction des textes, photos et dessins de ce numéro est autorisée sous réserve d'en citer la source datée.